

# TAXE D'AMÉNAGEMENT

## MAISON INDIVIDUELLE



VOUS ALLEZ DÉPOSER UNE DÉCLARATION PRÉALABLE OU UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME, VOUS SEREZ SOUMIS AU PAIEMENT DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT

### DE QUOI S'AGIT-IL? A QUOI ELLE SERT ?

La taxe d'aménagement (TA) est due pour tous projets de construction, de reconstruction, d'agrandissement de bâtiments et aménagements de toute nature soumis à autorisations d'urbanisme. Elle se substitue depuis le 1er mars 2012 à la TLE (taxe locale d'équipement), et taxes assimilées. Elle est composée d'une part communale, d'une part départementale et d'une part régionale (voir le détail en dessous).

### COMMENT CALCULER LA TAXE D'AMÉNAGEMENT (TA)?



### POUR LES CONSTRUCTIONS

$$TA = \text{Surface taxable} \times \text{Valeur forfaitaire} \times \text{Taux}$$

#### QUELLE EST LA SURFACE TAXABLE DE VOTRE CONSTRUCTION ?

La surface taxable de la construction est la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 mètre, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment, déduction faite des vides et des trémies (ascenseur et escalier), sans distinction d'usage. Les surfaces de stationnement intérieures sont comprises dans la surface taxable.

#### QUELLE EST LA VALEUR FORFAITAIRE ?

- Une valeur forfaitaire fixée chaque année, par m<sup>2</sup> de surface de construction (821 € au 1er janvier 2013 et 807 € au 1er janvier 2014).
- Un abattement de 50 % pour les 100 premiers m<sup>2</sup> construits pour toutes les habitations en résidence principale.

#### QUEL EST LE TAUX APPLICABLE ?

Le taux est composé :

- d'une **PART COMMUNALE** instituée par le Conseil Municipal qui en fixe le taux **entre 1 et 5 %** (jusqu'à 20 % dans certains secteurs). Elle sert à financer les équipements communaux, les voiries, réseaux, etc.
- de la **PART DÉPARTEMENTALE** instituée par le Conseil Général qui a fixé le **taux à 2,5 %**. Elle s'applique dans toutes les communes du département et sert à financer la politique de protection des espaces naturels sensibles ainsi que les dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement
- de la **PART RÉGIONALE** instituée par le Conseil Régional d'Ile de France qui a fixé le **taux à 1 %**. Elle s'applique dans toutes les communes du département et sert principalement à financer les infrastructures de transports.

**ATTENTION** selon la destination de la construction ou l'aménagement, une redevance archéologique préventive (RAP) de 0,40 %, ainsi qu'un versement pour sous densité (VSD) peuvent s'ajouter à la taxe d'aménagement.



### POUR LES AMÉNAGEMENTS ET INSTALLATIONS

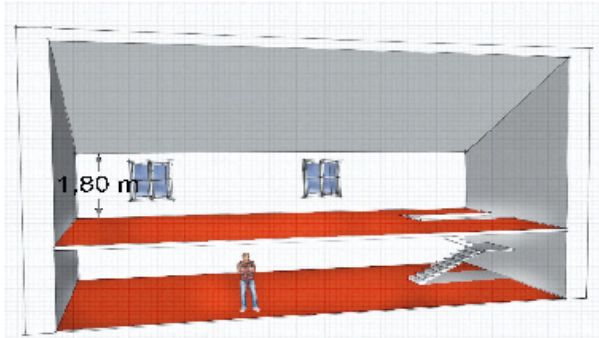
$$TA = \text{Valeur forfaitaire par emplacement ou par m}^2 \text{ de surface} \times \text{Taux}$$

- Caravanes, résidences mobiles de loisirs : 3 000 € par emplacement
- Habitations légères de loisirs : 10 000 € par emplacement
- Piscine : 200 € par m<sup>2</sup> de bassin
- Panneaux photovoltaïques au sol soit 10 € par m<sup>2</sup>
- Éoliennes d'une hauteur > 12 m soit 3 000 € par éolienne
- Stationnement (non compris dans la surface de la construction) : 2 000 € par emplacement (pouvant être porté à 5 000 € sur délibération municipale).



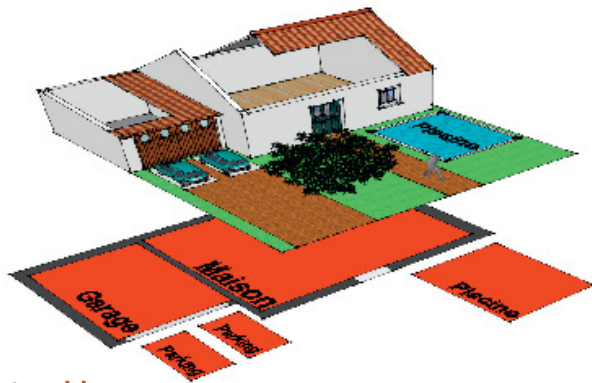
## ATTENTION

La surface est différente de la surface de plancher et de la surface habitable.



Sources : MEDDE

Rouge = surfaces closes et couvertes des constructions, aménagements et installations taxables.



## EXEMPLE DE CALCUL POUR UNE CONSTRUCTION

Permis de construire accordé en janvier 2014 pour la construction d'une maison individuelle (résidence principale) de 120 m<sup>2</sup> de surface taxable (dont 20 m<sup>2</sup> de stationnement intérieur) avec 2 places de stationnement extérieur et une piscine de 20 m<sup>2</sup> (taux communal de 5 %, taux départemental de 2,5 %, taux régional de 1 %).

### PART COMMUNALE

Les premiers 100 m <sup>2</sup> (stationnement intérieur inclus) :	
100 m <sup>2</sup> x 403,50 € x 5 %	= 2 017,50 €
Au delà des 100 m <sup>2</sup> : 20 m <sup>2</sup> x 807 € x 5 %	= 807 €
Stationnement hors construction : 2 x 2 000 € x 5 %	= 200 €
Bassin de la piscine : 20 m <sup>2</sup> X 200 € X 5 %	= 200 €
<b>Total part communale</b>	<b>= 3 224,50 €</b>

### PART DÉPARTEMENTALE

Les premiers 100 m <sup>2</sup> (stationnement intérieur inclus) :	
100 m <sup>2</sup> x 403,50 € x 2,5 %	= 1 008,75 €
Au delà de 100 m <sup>2</sup> : 20 m <sup>2</sup> x 807 € x 2,5 %	= 403,50 €
Stationnement hors construction : 2 x 2 000 € x 2,5 %	= 100 €
Bassin de la Piscine : 20 m <sup>2</sup> X 200 € X 2,5 %	= 100 €
<b>Total part départementale</b>	<b>= 1 612,25 €</b>

### PART RÉGIONALE

Les premiers 100 m <sup>2</sup> (stationnement intérieur inclus) :	
100 m <sup>2</sup> x 403,50 € x 1 %	= 403,50 €
Au delà de 100 m <sup>2</sup> : 20 m <sup>2</sup> x 807 € x 1 %	= 161,40 €
Stationnement hors construction : 2 x 2 000 € x 1 %	= 40 €
Bassin de la piscine : 20 m <sup>2</sup> X 200 € X 1 %	= 40 €
<b>Total part régionale</b>	<b>= 644,90 €</b>

Le montant total de la TA  
(part communale + part départementale + part régionale)  
s'élèvera à 5 481,65 €

## LES ABATTEMENTS POUR UNE MAISON INDIVIDUELLE

L'abattement, prévu par la loi, s'applique sur la valeur forfaitaire au m<sup>2</sup> affectée aux surfaces de construction. Il est de 50 % et concerne seulement :

- les 100 premiers m<sup>2</sup> des habitations à usage de résidence principale (y compris stationnement intérieur).

## DES EXONÉRATIONS POSSIBLES SOUS CONDITIONS

Pour cela, vous devez compléter le formulaire de demande d'autorisation de construire et la déclaration des éléments nécessaires aux calculs des impositions (DENCI) et joindre les justificatifs correspondants.

### LES EXONÉRATIONS DE PLEIN DROIT POUR UNE MAISON INDIVIDUELLE

- constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 m<sup>2</sup>,
- aménagements prescrits par un plan de prévention des risques dans un objectif de mise en sécurité,
- reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démolé depuis moins de 10 ans et la reconstruction de locaux sinistrés,
- constructions et aménagements réalisés dans le périmètre d'un projet urbain partenarial (PUP) ou une opération d'intérêt national (OIN)
- ZAC si exonération de la part communale prise par délibération.

### LES EXONÉRATIONS FACULTATIVES\* POUR UNE MAISON INDIVIDUELLE

- 50% maximum de la surface excédant 100 m<sup>2</sup> pour les constructions à usage de résidence principale financée à l'aide d'un prêt à taux zéro renforcé (PTZ+)
- les travaux sur les immeubles classés ou inscrits
- Abris de jardin (à compter du 01/01/2014).

\* prises par délibération municipale/départementale/régionale

# COMMENT COMPLÉTER VOTRE DEMANDE DE CONSTRUCTION

Afin d'obtenir un calcul de votre taxe au plus juste, vous devez renseigner l'imprimé de demande d'autorisation d'urbanisme ainsi que la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions avec précision. La demande de construction complète, datée et signée, doit être déposée à la mairie du lieu de construction.

## À SAVOIR

**TOUTE DEMANDE INCOMPLÈTE PEUT RETARDER VOTRE PROJET ET ENTRAÎNER UNE TAXATION AU PLUS FORT.**

Le calcul est effectué par La Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise, qui vous communiquera par courrier le montant prévisible dans un délai de 6 mois suivant la délivrance de l'autorisation d'urbanisme.

## LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUCTION

Formulaire identique pour les déclarations préalables (DP)



Demande de **Permis de construire** pour une maison individuelle et / ou ses annexes comprenant ou non des démolitions

Enregistrer

Imprimer

Réinitialiser



N° 13406\*03

### Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous construisez une maison individuelle ou ses annexes.
  - Vous agrandissez une maison individuelle ou ses annexes.
  - Vous aménagez pour l'habitation tout ou partie d'une construction existante.
  - Votre projet comprend des démolitions
- Pour savoir précisément à quelle formalité sont soumis vos travaux, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC 095 \_\_\_\_\_  
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le \_\_\_\_\_ Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :  à l'Architecte des Bâtiments de France  
 au Directeur du Parc National

### 1 - Identité du ou des demandeurs

**Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme**

Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2<sup>ème</sup>, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs»  
Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier Madame  Monsieur

Nom : X Prénom : Y

Date et lieu de naissance

Date : 11.08.1968 Commune : CERGY  
Département : 95 Pays : FRANCE

Vous êtes une personne morale

Dénomination : SCI 1968 Raison sociale : \_\_\_\_\_

N° SIRET : 535152535 Catégorie juridique : \_\_\_\_\_

Représentant de la personne morale : Madame  Monsieur

Nom : X Prénom : Y

### 2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 5 Voie : rue des lumières

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : CERGY

Code postal : 95000 BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées :

Madame  Monsieur  Personne morale

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

OU raison sociale : \_\_\_\_\_

Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : \_\_\_\_\_

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.



### PARTICULIERS

Si vous êtes un particulier, n'oubliez pas de renseigner obligatoirement la date et le lieu de naissance (ville, pays).

OU

### PERSONNE MORALE

Si vous êtes une personne morale, votre société doit être en situation active et indiquer un n° de SIRET valide (extrait KBis)

